

Découvrir les approches efficaces

L'expérimentation et la recherche en politique sociale à la SRSA

Septembre 2011

DANS CE NUMÉRO

- Les Canadiens sont-ils bien préparés pour la retraite? La SRSA publie trois études qui proposent des façons de stimuler l'épargne
- Donner un franc coup de pouce aux élèves du secondaire pour les encourager à s'inscrire aux études postsecondaires
- Aider les personnes handicapées qui ont une capacité de travail intermittente à accéder au marché du travail
- Promouvoir l'activité physique et l'alimentation saine dans les services de garde après l'école
- Transition d'un cybergouvernement aux systèmes d'information axés sur les citoyens
- Participation marquée des chercheurs de la SRSA au congrès annuel de l'Association canadienne d'économique
- Les économistes et l'impact des programmes gouvernementaux
- Sip Smart! BC sur le Web
- Services d'orientation professionnelle et de développement des compétences : lacunes, innovations et recommandations
- Pourquoi les petites et moyennes entreprises hésitent-elles à investir dans la formation?
- Initiatives collectives : solution prometteuse de soutien aux chercheurs d'emploi
- Dernières parutions
- Nouveaux employés

Les Canadiens sont-ils bien préparés pour la retraite? La SRSA publie trois études qui proposent des façons de stimuler l'épargne



Au cours des prochaines décennies, le vieillissement de la population canadienne aura des répercussions importantes sur l'élaboration des politiques publiques, notamment celles qui concernent la sécurité financière des aînés et l'adéquation des revenus de retraite. La capacité et la solidité

financières des Canadiens préoccupent de plus en plus les responsables politiques d'un bout à l'autre du pays. C'est pourquoi en juin 2010, les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux des Finances se sont engagés à collaborer afin de renforcer les moyens d'action à trois égards : trouver

des mesures innovatrices pour améliorer le système privé de pension; accroître la littératie financière des Canadiens; et bonifier le Régime de pensions du Canada.

Le cadre des régimes de pension agréés collectifs (RPAC) à cotisation déterminée, annoncé en décembre 2010, avait pour but d'enrichir l'éventail des possibilités d'épargne-retraite qui s'offrent aux Canadiens, particulièrement à ceux qui ne profitent pas d'un régime de pension d'employeur. Dans son budget déposé en mars 2011, le gouvernement du Québec a exprimé son intention de lancer un régime semblable, soit le régime volontaire d'épargne-retraite (RVÉR).

Dans son rapport publié en février 2011, le Groupe de travail sur la littératie financière formule conseils et recommandations sur une stratégie nationale visant à renforcer la littératie financière des Canadiens et recommande d'examiner le lien entre cette dernière et la planification en vue de la retraite. L'une des recommandations du Groupe de travail consiste à échafauder des solutions axées sur Internet pour rejoindre tous les Canadiens à travers tout le pays et les aider à se retrouver dans le dédale des renseignements actuellement à leur disposition.

Dans les années qui viennent, la stabilité financière des personnes à la retraite sera de moins en moins la responsabilité de l'État et des employeurs et de plus en plus celle des personnes elles-mêmes. Il s'avère donc particulièrement important d'examiner si les Canadiennes et Canadiens sont bien préparés à prendre des décisions éclairées en matière de choix d'épargne pour la retraite. La SRSA a récemment terminé trois études qui dégagent d'intéressantes leçons visant à aider les responsables de l'élaboration de politiques pour s'attaquer aux défis qui guettent le système de revenu de retraite canadien. Le programme de recherche de la SRSA a été conçu de façon à mieux comprendre la façon dont les Canadiens et les Canadiennes prennent leurs décisions en matière d'épargne-retraite et à trouver des moyens d'améliorer la prise de décisions quant à la planification de la retraite.

Dans *Understanding Gender Differences in Retirement Saving Decisions*, Frances Woolley de l'Université Carleton et Taylor Shek-wai Hui et Carole Vincent de la SRSA analysent comment les décisions en matière d'épargne sont influencées par la dynamique entre les sexes dans les ménages canadiens. S'appuyant sur les données de l'Enquête canadienne sur les capacités financières de 2009, l'étude révèle que les stratégies de gestion financière des couples se répercutent grandement sur la solidité financière des familles. La responsabilité de la gestion financière assumée par l'homme est associée à une plus grande probabilité de détenir des actifs ainsi que des montants d'actifs plus élevés en comparaison de la probabilité de détenir de tels actifs pour les couples où la responsabilité est partagée entre les conjoints. En revanche, la responsabilité de la gestion financière assumée par la femme est associée à une plus grande probabilité de détenir des créances et une probabilité nettement inférieure d'avoir des actifs supérieurs au passif. Les trois auteurs concluent que les décideurs doivent tenir compte de la dynamique des rapports hommes-femmes dans l'élaboration de politiques publiques relatives à l'épargne pour la retraite.

Lire le [rapport](#) (en anglais seulement).

Lire [L'autonomie économique des femmes et les décisions d'épargne en vue de la retraite](#).

Consulter la [présentation des conclusions](#) (en anglais seulement) lors des rencontres de l'Association canadienne d'économique en juin 2011.

Simplified Enrolment in Retirement Savings Plans, par Boris Palameta, Carole Vincent et Jean-Pierre Voyer, examine la faisabilité d'évaluer l'efficacité de projets pilotes visant à simplifier les modalités d'adhésion des employés aux régimes de pension d'employeur. À partir de nombreux éléments probants empiriques qui suggèrent que les faibles taux d'épargne découlent, du moins en partie, de la façon dont les options d'épargne sont présentées, cette étude propose différentes structures de régimes de pension qui favorisent l'adhésion et facilitent la prise de décision en changeant la façon dont les règles d'adhésion aux régimes sont expliquées aux employés admissibles. Elle décrit la mise en œuvre d'une expérience randomisée sur le terrain visant à évaluer rigoureusement l'efficacité de deux projets — le premier, qui allie des modalités d'adhésion simplifiées à un taux de cotisation et un portefeuille de placement prédéterminés, et le second, qui demande aux employés admissibles de prendre une décision délibérée quant au taux de cotisation. Les résultats de cette expérience s'avèreraient extrêmement utiles pour tous les gouvernements ainsi que les employeurs et les fournisseurs de services qui envisagent d'offrir un régime de pension dans le cadre des régimes de pension agréés collectifs (RPAC) lorsque ceux-ci seront mis en œuvre.

Lire le [rapport](#) (en anglais seulement).

Consulter la [présentation des conclusions](#) (en anglais seulement) lors des rencontres de l'Association canadienne d'économique en juin 2011.

Using Web Tools to Help Canadians Better Prepare for Retirement, par Shawn de Raaf et Carole Vincent, s'appuie sur de nombreuses études au sujet de l'état de la capacité financière actuelle au Canada et à l'étranger et met de l'avant des interventions possibles visant à offrir des outils sur le Web pouvant aider les Canadiens à utiliser plus efficacement les renseignements qui sont déjà à leur portée, dans le but ultime de leur permettre de prendre de meilleures décisions sur le plan financier. En s'appuyant sur une évaluation approfondie d'un outil d'éducation financière Web, l'expérience proposée dans l'étude nous permettrait de mieux comprendre le rôle que les technologies Internet peuvent jouer pour aider les Canadiens à atteindre leurs objectifs d'épargne-retraite. Compte tenu des ressources publiques et privées considérables actuellement consacrées au développement de tels outils, l'expérience tirerait de précieux enseignements sur la conception et l'exécution de politiques et de programmes futurs sur le Web visant à améliorer la capacité financière des Canadiens.

Lire le [rapport](#) (en anglais seulement).

Donner un franc coup de pouce aux élèves du secondaire pour les encourager à s'inscrire aux études postsecondaires

La SRSA a lancé un nouveau projet pilote en Ontario visant à mettre à l'essai un programme novateur intitulé *La vie après le secondaire en Ontario*. À compter d'octobre 2011, ce programme offrira aux élèves de 12e année d'écoles sélectionnées en Ontario un soutien pratique pour la préparation de demandes d'admission et d'aide financière en vue d'études postsecondaires. Dans le cadre de trois ateliers en ligne avec animateur, les élèves seront guidés tout au long du processus de sélection d'un programme d'études postsecondaires, de présentation d'une demande d'admission à

ce programme et d'une demande d'aide financière. Le programme assume les frais d'admission du Service d'admission des collèges de l'Ontario (SRSA) ou du Centre de réception des demandes d'admission aux universités de l'Ontario (OUAC).

Le projet a pour objectif de déterminer si le soutien aux élèves de 12e année d'une école donnée au cours du processus réel de demandes d'admission et d'aide financière liées à un programme d'études postsecondaires favorise la poursuite des études. La SRSA et le professeur Phil Oreopoulos, de l'Université de Toronto, collaborent pour mettre en œuvre et à l'essai le programme ontarien en utilisant un plan d'évaluation expérimental avec assignation aléatoire.

Ce nouveau projet s'inspire du programme *La vie après le secondaire* amorcé en Colombie-Britannique en mars 2010 avec le soutien financier du Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPÉ) et de StudentAid BC, dont les conclusions devraient paraître au cours de l'été 2012. *La vie après le secondaire en Ontario* est financé par le ministère ontarien de la Formation et des Collèges et Universités (MFCU), en collaboration avec le ministère de l'Éducation de la province.

Lire le [communiqué](#) de l'Hon. John Milloy, ministre de la Formation et des Collèges et Universités.

Consulter la [présentation du projet](#) (en anglais seulement) lors des rencontres de l'Association canadienne d'économique en juin 2011.

Aider les personnes handicapées qui ont une capacité de travail intermittente à accéder au marché du travail



Les personnes handicapées sont beaucoup plus susceptibles d'être sans emploi que les Canadiens non handicapés, pour des motifs directement liés à leur invalidité et indépendants de leur volonté. Par conséquent, bon nombre d'entre elles dépendent des prestations d'invalidité versées par les programmes de soutien du revenu, ce qui signifie que leurs revenus sont généralement beaucoup plus faibles.

Pourtant, un nombre considérable de Canadiens ayant une incapacité sont disposés et aptes à travailler — si ce n'est à temps plein, à tout le moins de façon intermittente. Certains troubles médicaux, tels que la sclérose en plaques, l'arthrite, le VIH, certains troubles de santé mentale et autres sont assortis de symptômes qui sont considérés comme « épisodiques », c'est-à-dire que les périodes de bonne santé sont interrompues — souvent de manière imprévisible — par des périodes de maladie ou d'invalidité qui compromettent la capacité de la personne à occuper un emploi. Dans d'autres cas, les personnes présentant des symptômes plus stables peuvent travailler pendant un certain laps de temps, à condition de bénéficier des services de soutien appropriés. C'est en veillant à ce qu'un plus grand nombre de personnes handicapées demeurent au sein de la

population active que le Canada composera avec une pénurie anticipée de main-d'œuvre qualifiée et offrira aux personnes handicapées l'occasion de bénéficier des avantages d'un emploi, notamment de se sentir membres à part entière de la société et d'améliorer leur qualité de vie.

Pourquoi certaines personnes handicapées ayant une capacité de travail intermittente continuent-elles de travailler, tandis que d'autres présentant une incapacité similaire se découragent et quittent la population active? La SRSA a récemment mené à bien une étude qui avait pour objectif de déterminer les conditions, les services de soutien et les pratiques des employeurs qui favorisent la participation au marché du travail. Elle était axée sur les expériences des personnes handicapées ayant une capacité de travail intermittente en Ontario, qui ne sont pas en mesure de travailler à temps plein et qui possèdent une certaine expérience professionnelle.

Des éléments probants ont été recueillis en trois volets complémentaires : des analyses documentaires; des groupes de discussion et des entrevues auprès de personnes appelées à s'occuper des questions d'invalidité et d'emploi, telles que les décideurs, les fournisseurs de services et les groupes d'intervenants communautaires ainsi qu'auprès de personnes handicapées de différentes régions de l'Ontario; et enfin, l'engagement d'organismes communautaires pour l'intégration des personnes handicapées.

Cette étude a permis de constater que la probabilité d'occuper un emploi prolongé à long terme est directement liée à trois principaux facteurs : 1) le degré de contrôle que les personnes handicapées exercent sur la divulgation de leur invalidité; 2) la possibilité de réintégrer un emploi; et 3) la mise en place de mesures d'adaptation appropriées dans leur milieu de travail.

Lire le [rapport](#) (en anglais seulement).

Lire le [sommaire](#) du rapport (en anglais seulement).

Promouvoir l'activité physique et l'alimentation saine dans les services de garde après l'école

Enseignants, décideurs, chercheurs et parents considèrent de plus en plus que les heures passées au service de garde après l'école sont propices à l'activité physique et à la saine alimentation des enfants d'âge scolaire. L'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) a accordé un financement à la SRSA afin qu'elle conçoive et mette en œuvre le projet pilote La santé après l'école dans le cadre de la Stratégie d'innovation de l'Agence.

Le projet pilote La santé après l'école est une initiative globale visant à améliorer l'environnement et la pratique des prestataires de service de garde après l'école, établir des lignes de conduite en matière d'activité physique et de saine alimentation et encourager la participation des familles des élèves visés. Naturellement, une solution unique ne convient pas à tous les prestataires de service de garde après l'école puisqu'il existe des disparités importantes quant aux espaces et installations intérieurs et extérieurs dont ils disposent, au nombre et à l'âge des enfants qu'ils ont dans leurs groupes et aux ressources ou qualifications du personnel. C'est pourquoi l'initiative La santé après l'école est entièrement modulable et peut être adaptée sur mesure aux besoins du personnel. En

offrant un soutien permanent, l'initiative La santé après l'école pourrait être incorporée à la journée scolaire habituelle.

Plusieurs organismes collaborent dans le cadre du projet. Mme P. J. Naylor, Ph.D., de la School of Exercise Science de l'Université de Victoria, agit comme chercheure principale. Le Westcoast Child Care Resource Centre fournira formation et soutien au personnel des services de garde après l'école.

Visiter le [site Web de la Stratégie d'innovation de l'ASPC](#).

Transition d'un cybergouvernement aux systèmes d'information axés sur les citoyens

Le 6 mai 2011, la SRSA a tenu un atelier intitulé « Vers un nouveau système d'information axé sur les citoyens ». Parrainé par Ressources humaines et Développement des compétences Canada, l'atelier réunissait des experts des secteurs public, parapublic et privé qui se sont penchés sur le moyen d'améliorer le système de données sociales du Ministère afin de refléter les besoins et réalités canadiennes en constante évolution et d'offrir un meilleur soutien aux particuliers, aux entreprises et aux institutions canadiens.

L'atelier traitait de plusieurs enjeux relatifs au développement d'un nouveau système d'information axé sur les citoyens. En premier lieu, les participants ont pris connaissance des caractéristiques clés d'un tel système et de la façon dont il se distingue des structures actuelles de cybergouvernement. Ils ont également découvert les meilleures pratiques au Canada et à l'étranger, d'autres gouvernements ainsi que du secteur privé.

La majorité des participants s'entendait pour dire que la plupart des services d'information gouvernementaux actuels, y compris les sites Web et les initiatives de diffusion de données, restent « centrés sur le gouvernement ». Ainsi, en grande partie, la programmation gouvernementale s'écarte de la définition des systèmes « axés sur les citoyens », qui visent à mobiliser les citoyens à titre de parties prenantes et de participants à la création de services publics, plutôt que comme simples bénéficiaires passifs des services. En vertu de ce modèle, il ne s'agit plus simplement de prestation de services offerte par le gouvernement aux citoyens, mais de la participation active de co-créateurs de services, fournis parfois même entre les citoyens eux-mêmes, sans aucune intervention du gouvernement.

Lire le [rapport](#) (en anglais seulement).

Participation marquée des chercheurs de la SRSA au congrès annuel de l'Association canadienne d'économique

Les chercheurs de la SRSA étaient présents en grand nombre au congrès de l'Association canadienne d'économique qui s'est déroulé en juin dernier à Ottawa. Jean-Pierre Voyer, président de la SRSA, a participé à une réunion d'experts organisée par l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP) au cours de laquelle des spécialistes se sont penchés sur la validité de l'assurance salaire comme moyen d'action efficace pour permettre aux travailleurs plus âgés licenciés qui, en temps normal, quitteraient la population active, d'accéder à de nouveaux emplois et de toucher des salaires acceptables. Dans leur étude préparée pour le compte de l'IRPP, Ross Finnie et David Gray prétendent qu'un tel moyen d'action contribuerait à compenser partiellement les effets négatifs du vieillissement de la population sur les perspectives de croissance économique à long terme du Canada. M. Voyer a soutenu dans sa présentation que, en fonction de rigoureux éléments probants du projet de Supplément de revenu mené par la SRSA dans les années 1990, l'assurance salaire pourrait ne pas livrer les améliorations escomptées en ce qui a trait aux revenus tirés du travail pour les travailleurs mis à pied. Il a suggéré d'autres types de politiques qui méritent une attention équivalente.

Carole Vincent et Boris Palameta ont fait état de deux projets de recherche de la SRSA qui s'attaquent aux défis qui guettent le système de revenu de retraite canadien. Reuben Ford a présenté *La vie après le secondaire en Ontario*, le plus récent projet pilote de la SRSA qui a pour objectif de déterminer si un soutien aux élèves de 12e année pour présenter de véritables demandes d'admission et d'aide financière en vue d'études postsecondaires peut encourager ces élèves à poursuivre leurs études. David Gyarmati a parlé des *Initiatives sur l'alphabétisation et les compétences essentielles en milieu de travail*, projet de démonstration de grande envergure visant à mettre au point et à mettre en pratique un modèle d'évaluation global des résultats à long terme de ces initiatives.

Shawn de Raaf a révélé les résultats préliminaires des impacts de *Carrière en main*; Taylor Shek-wai Hui a dévoilé les conclusions de son étude sur la *Relation entre le financement, les objectifs d'apprentissage et les choix en matière de programmes d'enseignement et de cours de formation visant l'apprentissage des adultes*; Marc Frenette a exposé l'étude qu'il a réalisée en collaboration avec Jennifer Robson sur *La littératie financière des étudiants à faible revenu*.

Consulter [l'exposé de Jean-Pierre Voyer](#) (en anglais seulement).

Consulter [l'exposé de Carole Vincent](#) (en anglais seulement).

Consulter [l'exposé de Boris Palameta](#) (en anglais seulement).

Consulter [l'exposé de Reuben Ford](#) (en anglais seulement).

Consulter [l'exposé de David Gyarmati](#) (en anglais seulement).

Consulter [l'exposé de Shawn de Raaf](#) (en anglais seulement).

Consulter [l'exposé de Taylor Shek-wai Hui](#) (en anglais seulement).

Consulter [l'exposé de Marc Frenette sur UAD](#) (en anglais seulement).

Consulter [l'exposé de Marc Frenette sur AVID](#) (en anglais seulement).

Les économistes et l'impact des programmes gouvernementaux

En période de restriction budgétaire, le maintien ou la mise en place de programmes économiques et sociaux à la fois efficaces et efficients se doit d'être au cœur des préoccupations gouvernementales. Lors du dernier congrès annuel de l'Association des économistes québécois le 18 mai 2011, les organisateurs du Congrès ont proposé aux participants un atelier de formation de haut calibre sur les méthodes de recherche permettant de mesurer l'efficacité des programmes gouvernementaux.

L'atelier visait deux objectifs. D'une part, rappeler aux économistes que l'approche économétrique comporte certaines limites puisqu'elle ne réussit pas à éliminer les problèmes de sélectivité et qu'il existe des méthodes alternatives à même de mesurer l'impact réel des politiques et des programmes de façon plus rigoureuse. D'autre part, faire valoir aux gestionnaires de programmes gouvernementaux que malheureusement le Canada est à la traîne des États-Unis et de certains pays européens quant à l'utilisation de ces méthodes.

Le professeur Guy Lacroix, professeur titulaire, Université Laval, s'est chargé de la mise en contexte général de chacune des méthodes présentées. En particulier, il a bien mis en évidence l'importance d'obtenir ou de construire le scénario contrefactuel, c'est-à-dire une représentation fictive de l'état des choses en l'absence du programme qui est évalué, pour obtenir une mesure plus fiable de l'efficacité de ce programme. Jean-Pierre Voyer, président et chef de la direction de la SRSA, a décrit les bases de l'approche expérimentale, ses avantages et plusieurs exemples d'application dans le domaine de la politique sociale faits à ce jour au Canada. Dany Brouillette, d'Industrie Canada, a présenté l'utilisation d'une expérience naturelle pour estimer l'impact du crédit d'impôt en recherche et développement. Son collègue, Julio Miguel Rosa, a présenté une étude faisant usage de la méthode d'appariement pour évaluer les effets de ce même crédit d'impôt. Enfin, Thomas Lemieux, professeur, University of British Columbia, a abordé l'approche de régression par discontinuité, qui partage plusieurs des avantages de l'approche expérimentale, mais qui peut s'avérer beaucoup moins coûteuse.

Consulter les présentations de l'atelier de formation au congrès annuel de l'ASDEQ à <http://www.economistesquebecois.com/congres-2011>.

Sip Smart! BC sur le Web

Les chercheurs de la SRSA ont été invités à parler du programme Sip Smart! BC qui permet d'enseigner aux élèves de la 4e à la 6e année les risques pour la santé associés à la consommation de boissons gazeuses sucrées et les avantages des boissons santé. De pair avec d'autres spécialistes, ils ont pris part au troisième webinaire de la série sur la prévention de l'obésité infantile de l'Alliance pour la prévention des maladies chroniques au Canada (APMCC) et de l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC), diffusé le 15 mars 2011. Cette « causerie au coin du feu » traitait des antécédents et donnait un aperçu du programme Sip Smart! BC. Les participants ont aussi été informés de l'évaluation du programme et du processus visant à adapter le programme britannico-colombien pour la province de Québec.

Assister au [webinaire](#) (en anglais seulement).

Services d'orientation professionnelle et de développement des compétences : lacunes, innovations et recommandations

Les vingt dernières années se sont avérées particulièrement éprouvantes sur le plan économique pour les Canadiens sans diplôme d'études secondaires. Les adultes ayant un faible niveau de scolarité ou peu de compétences ont souvent moins d'expérience professionnelle et de plus longs épisodes de chômage que leurs homologues plus instruits. Nombre d'entre eux font face à un éventail d'obstacles à l'origine de défis uniques au moment de chercher et de décrocher un nouvel emploi.

Les différents ordres de gouvernement au Canada investissent considérablement chaque année dans une gamme de services d'orientation professionnelle et de programmes de développement des compétences pour ces adultes. Si certains de ces programmes ont fait l'objet d'évaluations dans le cadre d'Ententes sur le développement du marché du travail (EDMT), très peu de recherches à ce sujet ont été effectuées à ce jour. En particulier, il existe peu d'information sur la façon dont la prestation des services varie d'une province à l'autre et comment cela peut influencer sur la situation des personnes visées.

La SRSA a pris part à un programme de recherche en plusieurs étapes portant sur la prestation de services d'emploi et de programmes de formation afin de cerner les besoins des chômeurs adultes peu spécialisés, de comprendre les lacunes et les innovations des services existants et de mettre au point différentes évaluations des méthodes novatrices qui pourraient être instaurées au Canada.

Au cours de la première étape de l'étude, la SRSA a entrepris un examen des recherches actuelles et a élaboré un cadre conceptuel afin de comprendre les résultats de la formation offerte aux participants. Cet examen a fait ressortir de nombreux facteurs structurels, caractéristiques individuelles et facteurs liés à la conception et à la prestation de programmes qui influent sur la situation de ces adultes. Le premier rapport a aussi mis en lumière un ensemble de déficits de connaissances bien précis et a proposé certaines pistes de recherche futures.

Pour la deuxième étape de l'étude, des méthodes de formation prometteuses ont été passées en revue dans plusieurs de ces secteurs, en s'arrêtant surtout aux innovations sur la scène internationale. La SRSA a mené des consultations avec un certain nombre d'experts et de fournisseurs de services d'emploi et de programmes de formation aux États-Unis et au Royaume-Uni, où ces méthodes occupent une place importante. Plusieurs modèles de formation novateurs, y compris des programmes sectoriels et de préparation à l'emploi et des initiatives de cheminement de carrière, sont résumés dans le deuxième rapport de la SRSA.

Lors de la dernière étape de la recherche, appuyée par le Groupe de travail sur les services de développement de carrière (GTSDC) du Forum des ministres du marché du travail (FMMT), la SRSA a tenu une série de consultations avec des représentants et des fournisseurs de services d'orientation professionnelle et de programmes de développement des compétences provinciaux au Canada. Le rapport final soulève plusieurs difficultés communes à la prestation de services et propose des méthodes encourageantes pour les résoudre. Il formule aussi des recommandations quant à la prestation de formation en matière de services d'orientation professionnelle et de développement des compétences aux fins d'examen futur.

Lire le [premier rapport](#) (en anglais seulement).

Lire le [deuxième rapport](#) (en anglais seulement).

Lire le [troisième rapport](#) (en anglais seulement).

Pourquoi les petites et moyennes entreprises hésitent-elles à investir dans la formation?

Investir dans le développement des compétences peut avoir une incidence positive sur divers indicateurs de rendement d'une entreprise. Alors pourquoi les petites et moyennes entreprises (PME) n'investissent-elles pas davantage si les données disponibles signalent des résultats positifs? Les coûts reliés à la formation, y compris le coût de substitution entraîné par la libération du personnel de ses fonctions habituelles, peuvent s'avérer très élevés pour les plus petites entreprises. En outre, l'absence de ressources spécialisées sur place dédiées à la planification et à la structuration de la formation semble représenter un obstacle de taille pour les PME. Par ailleurs, un certain scepticisme persiste quant au rendement du capital investi : en effet, la réticence de certains propriétaires de PME à promouvoir activement la formation découle de leur perception qu'un tel investissement ne sera pas rentable dans leur situation particulière.

C'est ce qu'a conclu la recherche de la SRSA au sujet de l'efficacité des politiques visant à favoriser la formation axée sur les compétences dans les PME. Plus tôt cette année, Ressources humaines et Développement des compétences Canada, le Conseil consultatif du développement de la main-d'œuvre du Manitoba et la Commission des partenaires du marché du travail du Québec ont chargé la SRSA d'examiner les politiques, programmes et pratiques mis en œuvre pour inciter les PME à entreprendre des activités de formation et de développement des compétences à l'intention de leurs employés. La SRSA a jeté un regard critique sur des programmes et des pratiques en Colombie-Britannique, au Manitoba, au Québec et en Nouvelle-Écosse et a consulté des experts.

Jean-Pierre Voyer, président et chef de la direction de la SRSA, a été convié à deux tables rondes, la première à Winnipeg et la seconde à Montréal, afin de présenter les leçons dégagées par la SRSA de sa recherche et de faire partie d'un panel d'experts. La Table ronde canado-manitobaine sur les PME et le développement des compétences a réuni plus de 75 représentants de l'industrie, de groupes ouvriers, de conseils sectoriels, du gouvernement fédéral et du gouvernement du Manitoba. À Montréal, la table ronde était présidée par Alain Dubuc du quotidien *La Presse*. Jean-Luc Trahan, président de la Commission des partenaires du marché du travail, des représentants de petites entreprises et des universitaires ont aussi pris part aux discussions.

Consulter [l'exposé à Winnipeg](#) (en anglais seulement).

Consulter [l'exposé à Montréal](#) (en français seulement).

Visiter le site Web des conférences à <http://www.cpmt.gouv.qc.ca/quoi-de-neuf.asp?idDoc=137748> et <http://www.amsc.mb.ca/wp/>.

Initiatives collectives : solution prometteuse de soutien aux chercheurs d'emploi

Les activités en groupe font partie intégrante de la vie quotidienne. Dès un tout jeune âge, nous devenons membres de groupes à l'école, au travail, dans notre quartier et pendant nos loisirs afin d'apprendre, de travailler et de jouer, ainsi que de satisfaire un besoin fondamental, c'est-à-dire socialiser et interagir avec autrui. Prolongements naturels d'autres activités professionnelles, les initiatives collectives ont aussi contribué grandement au soutien de l'emploi des personnes qui tentent de se recycler et de trouver un meilleur emploi.

Bien que les initiatives collectives soient de plus en plus populaires en tant que solution de soutien de l'emploi à l'intention des chercheurs d'emploi, particulièrement de ceux qui sont aptes à l'emploi, il existe peu d'éléments probants rigoureux quant à l'efficacité de cette solution comparativement à des programmes individuels classiques. Dans bien des cas, les initiatives collectives pourraient être aussi efficaces, sinon davantage, que les initiatives individuelles, et pourraient s'avérer plus économiques.

Étant donné la popularité des initiatives collectives en tant que nouveaux moyens d'action, la SRSA a entrepris des recherches dans ce domaine dans le but d'indiquer aux gouvernements s'ils devraient se pencher sur l'élargissement du critère d'admissibilité au financement afin d'inclure ces initiatives. Le rapport préparé par la SRSA évalue les constatations de la documentation sur le sujet et met en évidence des études qui peuvent démontrer les avantages relatifs de ces initiatives. En plus de mettre en lumière les indications intéressantes tirées de cette documentation, le rapport décrit des expériences nationales et internationales portant sur les initiatives collectives, afin de mieux comprendre leur nature ainsi que la population à qui elles s'adressent.

Lire le [rapport](#) (en anglais seulement).

Dernières parutions

Relation entre le financement, les objectifs d'apprentissage et les choix en matière de programmes d'enseignement et de cours de formation visant l'apprentissage des adultes, par Taylor Shek-wai Hui

En se servant des microdonnées des Enquêtes sur l'éducation et sur la formation des adultes (EÉFA) de 1998 et de 2003 et de la nouvelle Enquête sur l'accès et le soutien à l'éducation et la formation (EASÉF) de 2008, cette étude aborde les sources de financement de l'apprentissage des adultes canadiens, et surtout la relation entre ce financement, les objectifs d'apprentissage et les programmes d'enseignement et cours de formation choisis. Elle conclut que les sources de soutien financier sont étroitement liées aux types et aux objectifs précis de l'apprentissage. En outre, elle laisse supposer d'importantes différences entre les hommes et les femmes en ce qui a trait au lien entre ces sources et les cours choisis. En ce qui concerne le soutien des employeurs à l'égard de l'éducation et de la formation, l'étude révèle que les employeurs sont disposés à financer l'apprentissage, particulièrement les activités plus abordables et non officielles, pour un groupe précis de travailleurs plus instruits occupant de meilleurs emplois puisqu'ils sont alors plus susceptibles de récupérer leur investissement.

Lire le [rapport](#) (en anglais seulement).

La littératie financière des étudiants à faible revenu, par Marc Frenette et Jennifer Robson

Cette étude analyse la documentation et les programmes existants qui s'intéressent à la littératie financière comme obstacle aux études postsecondaires pour les jeunes à faible revenu. Elle révèle qu'à l'heure actuelle, aucune initiative identifiable n'arrive à combler les lacunes en matière de littératie financière de ces jeunes dans le but d'accroître la poursuite des études. Plusieurs projets

proposent des cours de littératie financière aux jeunes, mais ils portent surtout sur des sujets généraux tels que le budget, le crédit et les droits des consommateurs, et ils ne sont habituellement pas adaptés aux jeunes à faible revenu. Ces derniers se heurtent à de nombreux obstacles d'ordre financier, notamment des renseignements erronés sur les coûts et les avantages des études postsecondaires, une mauvaise connaissance des programmes d'aide financière et une certaine aversion aux prêts. Aider ces étudiants à remplir des demandes d'admission et des demandes d'aide financière en vue des études postsecondaires peut influencer grandement sur les taux de demande et d'admission. Toutefois, l'information à elle seule (sans aide pour la présentation de demandes) ne suffit généralement pas à influencer sur le comportement. Les auteurs concluent que les nouvelles initiatives doivent s'attaquer aux obstacles spécifiques auxquels font face les étudiants et recommandent des changements à la prestation des programmes en vigueur de littératie financière offerts aux élèves du secondaire.

Lire le [rapport](#) (en anglais seulement).

Nouveaux employés

La SRSA est heureuse d'accueillir un nouveau chercheur à son bureau d'Ottawa. M. Douwera Grekou, un doctorant en économie de l'Université de Western Ontario, se joint à l'équipe de chercheurs de la SRSA qui s'intéresse aux questions relatives au marché du travail, notamment celle de l'intégration des immigrants au marché du travail, et autres enjeux de politique économique. L'économie du travail et l'économie du développement comptent parmi ses intérêts de recherche.